

Indirect Tax news

CJUE, 23 décembre 2015, C-250/14 et C-289/14, Air France KLM – Régime TVA des ventes de billets non utilisés venant à expiration

Air France a cessé de reverser au Trésor la TVA perçue au titre des billets de transport aérien émis mais non utilisés par les passagers et pour lesquels ces derniers ne peuvent en obtenir le remboursement. Cette position a été contestée par l'administration fiscale. Le sujet a été porté devant les juridictions. Le Conseil d'Etat a posé des questions préjudicielles à la CJUE à savoir notamment si (i) la délivrance du billet au client pouvait être assimilée à l'exécution effective du service de transport et si (ii) la TVA acquittée au moment de l'achat du billet devenait exigible au moment de l'encaissement du prix de celui-ci.

La CJUE considère que la délivrance par une compagnie aérienne de billets est soumise à la TVA lorsque les billets émis n'ont pas été utilisés par les passagers et que ces derniers ne peuvent en obtenir le remboursement. La TVA devient exigible au moment de l'encaissement du prix du billet. En effet, la taxe est due lorsque la somme versée par le client est directement liée à un service et que celui-ci est effectué. Au cas présent, la prestation de services doit être considérée comme étant exécutée dès la remise du billet au client car ce dernier dispose alors d'un droit au transport, peu importe que le passager mette en œuvre ce droit ou non. Cette décision est en ligne avec les travaux du Comité de la TVA (n° 778) et doit être distinguée de la solution retenue dans la décision du 18 juillet 2007 (C-277/05 - Société thermale d'Eugénie-Les-Bains), concernant les arrhes.

CJUE, 17 décembre 2015, C-419/14, « WML » – Abus de droit : transfert de savoir-faire dans un autre État membre appliquant un taux de TVA inférieur

La société hongroise WML a acquis gratuitement d'une société établie au Portugal un savoir-faire permettant l'exploitation d'un site internet de fourniture de services audiovisuels. WML donne en location ce savoir-faire à la société LALIB basée à Madère via un contrat de licence d'exploitation. L'administration considère que WML a commis un abus de droit visant à contourner la législation hongroise et doit être considérée comme effectuant son activité depuis la Hongrie. En effet, à l'époque des faits, les règles de territorialité de la TVA conduisaient à rattacher les prestations électroniques (en B to C) au pays d'établissement du prestataire, soit Madère au cas particulier, où la TVA était due au taux de 14 % (le taux étant alors de 25 % en Hongrie).

La CJUE considère que l'administration doit prouver que le contrat de location du savoir-faire est un montage artificiel visant à dissimuler que le site est en réalité exploité depuis la Hongrie. A cet égard, ne sont pas décisifs en eux-mêmes les faits que le gérant et unique actionnaire de WML est le créateur du savoir-faire de WML, qu'il exerce une influence sur le développement et l'exploitation de ce savoir-faire, que la gestion des transactions financières, du personnel et des moyens techniques nécessaires à la fourniture des services est assurée par des sous-traitants. Enfin, la conclusion d'un contrat de licence avec une société établie dans un État membre appliquant un taux de TVA inférieur à celui de l'État membre dans lequel la société donneuse de licence est établie, ne peut être vue en soi comme une pratique abusive.

Conseil d'Etat, 7 décembre 2015 n°371406 et 371403, « Last Minute Network Ltd » et « Holiday Autos UK and Ireland » – Remboursement 8^e Directive et groupement TVA

Des sociétés britanniques membres d'un groupement TVA situé au Royaume-Uni et représenté par la société Last Minute Network exploitent un site internet permettant à leurs clients de comparer des tarifs de location de voitures, de réserver ces véhicules auprès de loueurs français et de bénéficier d'un service téléphonique permanent. La société Holiday Autos UK and Ireland a sollicité le remboursement de la TVA facturée par les loueurs français selon la procédure de la 8^e Directive. **Le Conseil d'Etat juge que seule la société représentante du groupement a la qualité pour introduire la demande de remboursement, sauf à justifier d'un mandat de son représentant légal. De plus, la prestation de location, dès lors qu'elle est assortie d'une prestation de conseil et d'information, constitue une activité d'agence de voyages soumise au régime de la TVA sur la marge. Enfin, conformément à une jurisprudence constante, le Conseil d'Etat juge que le rejet par l'administration d'une demande de remboursement d'un crédit de TVA ne constitue pas un haussement d'impositions au sens de l'article L 80 A du LPF. En revanche, la reconnaissance par le Conseil d'Etat des effets d'un groupement TVA étranger dans nos règles de droit interne est inédite, quand bien même ces règles concernent la procédure de remboursement « 8^e Directive ».**

CAA de Versailles, 31 décembre 2015 n°15VE0030, « Lagardère SCA » – Frais de conseils supportés par une holding et prise de participations réalisée par des filiales

Une société holding fournit des services à ses filiales sous la forme de concession de marque, entrant dans le champ d'application de la TVA. La holding expose des frais de conseil afin d'identifier des sociétés cibles dans le cadre d'une prise de participations. La prise de participations dans ces cibles est réalisée par les filiales auxquelles la holding refacture les frais de conseils sans marge, avec TVA. **La CAA, après renvoi du Conseil d'Etat, juge que les recettes résultant de leur refacturation ne correspondent pas à une activité économique. La décision nous paraît contestable.**

Conseil d'Etat, 7 décembre 2015 n°368227, « Frutas » – Notion d'activité occulte

Une société espagnole qui exerce une activité économique en France n'effectue aucune démarche administrative (absence de déclaration d'activité au centre de formalités des entreprises ou au greffe du tribunal de commerce et absence de dépôt de déclaration dans les délais légaux). L'administration fiscale applique des rappels d'IS et de TVA ainsi que des pénalités relatives à l'activité occulte.

Le Conseil d'Etat considère qu'une activité occulte existe si un contribuable n'a pas souscrit une déclaration et n'a pas fait connaître ses activités à un centre de formalité des entreprises ou au greffe du Tribunal de commerce. Dans ce cas, l'administration est réputée apporter la preuve de l'exercice occulte de l'activité si le contribuable n'est pas en mesure d'établir qu'il a commis une erreur justifiant qu'il ne se soit acquitté d'aucune obligation. A cet égard, si le contribuable fait valoir qu'il a satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales dans un autre Etat membre, la justification de l'erreur commise doit être appréciée en tenant compte du niveau d'imposition.

Contacts

Michel Guichard
Email : mguichard@taj.fr

Odile Courjon
Email : ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin
Email : bjeannin@taj.fr

William Stemmer
Email : wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian
Email : nkazandjian@taj.fr

Anne Gerometta
Email : agerometta@taj.fr

Vanessa Irigoyen
Email : virigoyen@taj.fr

Marie Manuelli
Email : mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault
Email : dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot
Email : mmichenot@taj.fr

Indirect Tax news

Air France KLM (CJEU, cases C-250/14 and C-289/14, 23 December 2015) VAT treatment applicable to the sale of unused and expired airline tickets

Air France stopped collecting VAT applicable to the sales of airline tickets, issued but unused by passengers, for which no refund could be obtained. This position was challenged by the tax authorities and the case was brought to court. The *Conseil d'Etat* referred the case to the CJEU for a preliminary ruling in order to determine if (i) the issue of the ticket to the customer could be treated as the effective performance of the transport service and if (ii) the VAT paid at the time of the purchase of the ticket became chargeable on receipt of the payment of the price. **The CJEU considered that the issue by an airline company of tickets is subject to VAT if the tickets issued have not been used by passengers and the latter are unable to obtain a refund for those tickets. VAT becomes chargeable on receipt of payment of the ticket price. Indeed, VAT is due when the price paid by the customer is directly linked to a service which has been supplied. In the present case, the service can be considered as supplied at the moment of the issue of the ticket to the customer as it entitles the customer to a right of transport, whether or not the customer exercises that right. This decision is in line with the work of the VAT Committee (n°778) and must be distinguished from the solution adopted in the case *Société thermale d'Eugénie-Les-Bains* (CJEU case C-277/05, 18 July 2007), which concerned the French "arrhes" system.**

WML (CJEU, case C-419/14, 17 December 2015) Abuse of rights – know-how transferred to another Member State applying a lower VAT rate

The Hungarian company WML acquired, for free, from a company established in Portugal, know-how concerning the operation of a website providing audiovisual services. WML made this know-how available to the company LALIB located in Madeira through a license agreement. The tax authorities considered that WML had committed an abuse of rights designed to avoid Hungarian tax law and should be considered as carrying out its business activities in Hungary. Indeed, at the time of the events in question, the VAT place of supply rules provided that B2C electronic services were located in the state of the provider, i.e. Madeira in the present case, where the VAT rate was 14% (the rate at the time was 25% in Hungary). **The CJEU considered the tax authorities must prove that the rental contract for the know-how constituted an artificial scheme aimed at hiding the fact that the website was operated in Hungary. In this respect, the fact that the owner, and sole shareholder of WML, was also the creator of the know-how, the fact that he had an influence on the development and operation of the know-how, and the fact that the management of financial transactions, personnel and technical resources was handled by subcontractors are not, in themselves, decisive. Finally, the conclusion of a licence agreement with a company established in a Member State applying a lower VAT rate than the one of the Member State in which the company granting the licence is established, cannot in itself be considered as an abusive practice.**

Last Minute Network Ltd and Holiday Autos UK and Ireland, Conseil d'Etat, 7 December 2015, decisions n°371406 and 371403 – 8th Directive reimbursement procedure and VAT grouping.

Two UK companies, both members of a UK VAT group, the representative member of which was Last Minute Network Ltd, operated a website allowing their customers to compare car rental rates, to make reservations for these vehicles from French car hire companies and to benefit from a permanent telephone service. The company Holiday Autos UK and Ireland requested reimbursement of the VAT invoiced by French car hire companies under the 8th Directive reimbursement procedure. **The Conseil d'Etat held that this type of repayment claim can only be made by the company heading the VAT group (in the absence of proof of an agency agreement with the company's legal representative). Moreover, rental services, when accompanied by advice and information services, constitute a travel agency business subject to the VAT margin scheme. Finally, in accordance with settled case law, the Conseil d'Etat held that the refusal of a VAT repayment claim from the French tax authorities do not constitute a "tax assessment" within the meaning of Article L80 A of the Tax Procedure Code. However, the recognition by the Conseil d'Etat of the effects of a foreign VAT group on French domestic rules is unprecedented, even though those rules concern the 8th Directive reimbursement procedure.**

Lagardère SCA (Administrative Court of Appeal of Versailles, 31 December 2015, n°15VE0030) Advisers' fees incurred by a holding company and the acquisition of shareholdings carried out by its subsidiaries

A holding company provided services to its subsidiaries by way of a trademark licence agreement which fell within the scope of VAT. The holding company incurred advisers' fees in order to identify target companies for acquiring shareholdings. The acquisition of shares of those companies was carried out by the subsidiaries, to whom the holding company recharged the advisers' fees, without a mark-up and with VAT. **The Administrative Court of Appeal, having been referred the case back from the Conseil d'Etat, held that the income resulting from the recharge did not relate to an economic activity. This decision appears questionable.**

Frutas (Conseil d'Etat, 7 December 2015, n°368227) – Concept of "hidden activity"

A Spanish company which carried out an economic activity in France did not complete any administrative procedures (no declaration of the activity to the "centre of formalities" for businesses, or to the registry of the commercial court, and no tax return submitted within the relevant deadlines). The tax authorities issued assessments for corporation tax and VAT along with penalties for "hidden activity".

The Conseil d'Etat considered that a "hidden activity" exists if a taxpayer has not submitted a tax return and has not made the activity known to a centre of formalities or to the registry of the commercial court. In such a case, the tax authorities are deemed to have established the presence of a hidden activity if the taxpayer is not able to show that it made an error justifying the fact that it did not comply with any of its obligations. In this respect, if the taxpayer can demonstrate that it complied with all of its tax obligations in another Member State, the justification of the error made must be analysed by taking into account the level of taxation in that other Member State and the arrangements for the exchange of information between the tax authorities of the two Member States.

Contacts

Michel Guichard
Email : mguichard@taj.fr

Odile Courjon
Email : ocourjon@taj.fr

Bertrand Jeannin
Email : bjeannin@taj.fr

William Stemmer
Email : wstemmer@taj.fr

Nicolas Kazandjian
Email : nkazandjian@taj.fr

Anne Gerometta
Email : agerometta@taj.fr

Vanessa Irigoyen
Email : virigoyen@taj.fr

Marie Manuelli
Email : mmanuelli@taj.fr

Delphine Nicault
Email : dnicault@taj.fr

Mélanie Michenot
Email : mmichenot@taj.fr

NEUILLY • BORDEAUX • LILLE • LYON • MARSEILLE